

Deux autres leçons de la pandémie : lutte contre le réchauffement climatique et solidarité internationale

La première leçon à retirer de la pandémie Covid-19 est qu'il nous est possible de prendre des mesures radicales, extraordinairement coûteuses lorsque nous sommes face à un danger immédiat. Pendant longtemps on a répété qu'il fallait faire les choses progressivement, ne pas brusquer les gens, que ce ne soit pas trop coûteux... Et là, d'un coup, on a fait partir en fumée des années d'efforts d'austérité !

Cela implique de nous demander pourquoi nous sommes prêts à mettre en place des mesures aussi drastiques contre le coronavirus, et pourquoi nous en sommes incapables contre le changement climatique. La réponse est simple : nous craignons tous d'attraper le virus, alors que nous pensons que le changement climatique touchera d'abord les autres. Le coronavirus a une échéance immédiate, pas le changement climatique. En 2050, beaucoup de ceux qui lisent ces lignes seront morts, cela paraît lointain. Si on avait chaque jour une météo du carbone, qui nous indique le taux de concentration des gaz à effet de serre, le changement climatique nous paraîtrait bien plus proche. Une belle leçon de communication.

La deuxième leçon majeure touche à la question de la solidarité. Nos sociétés se sont révélées solidaires comme jamais. Depuis des années, on nous serine qu'on fait passer le profit avant l'humain, et là que fait-on ? Exactement l'inverse ! On déclenche une crise économique monumentale, qui fait plonger toutes les Bourses du Monde, pour protéger les plus fragiles. C'est une très belle leçon que nous nous donnons à nous-mêmes. Le sacrifice des jeunes, qui sont beaucoup moins vulnérables au Covid-19 et qui seront les premiers touchés par la crise économique et le chômage massif qu'elle entraînera, semble particulièrement marquant.

Bien sûr, cela ne veut pas dire que chacun aura changé : nous craignons d'être contaminés nous-mêmes, ou de contaminer nos proches. Le problème est que cette solidarité reste confinée à l'intérieur des frontières : on a une crise mondiale, mais des réponses nationales, avec une fermeture généralisée des frontières. La fermeture des frontières n'arrêtera pas le changement climatique.

La question qu'il faut se donc poser est de savoir comment projeter cette solidarité, que parfois nous ne soupçonnions pas nous-mêmes, au-delà de nos frontières. Parce que c'est souvent là que se trouveront les victimes du changement climatique. Avec le coronavirus, on peut espérer un bénéfice immédiat pour soi-même des mesures qu'on prend, pas pour le changement climatique.

Le Covid-19 nous invite à repenser le bien commun. C'est une vraie aspiration pour nous. D'une certaine manière, l'épidémie nous rappelle que ceux que nous avons placés en marge de la société – les sans-abri, les migrants, les exclus – en font aussi partie. Et que nous devons nous en occuper, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour nous-mêmes. C'est un magnifique principe pour faire société, un formidable principe d'inclusion autour d'un bien commun.

La grande question pour le climat est de savoir si nous parviendrons à identifier et à nous saisir de ce que nous avons en commun, au-delà de nos frontières : la Terre, notre bateau ivre. La crise offre une série d'opportunités pour traduire cela concrètement. La priorité est de réorienter les investissements et les subventions aux énergies fossiles. La crise actuelle, combinée au très faible prix du pétrole, est l'occasion de réorienter ces investissements et ces subventions. C'est aussi l'occasion de fixer un prix plancher au pétrole, de stabiliser le prix du carbone et de retirer l'énergie du Marché boursier. Autant de voies pour nous réapproprier le bien commun.

La crise actuelle pourrait préfigurer le changement climatique. Pas comme s'il était « à venir », alors que c'est une réalité depuis des années, mais qui touche surtout les pays du Sud. Idem pour l'effondrement : il s'agit toujours d'un effondrement « à venir », dans nos sociétés, alors qu'il est déjà en cours dans de nombreux endroits, hors de nos frontières. Mais nous ne voyons pas le problème tant qu'il n'est pas à notre porte. Quand on dit qu'on s'intéresse aux migrations, on ne s'intéresse pas aux causes des migrations mais aux migrants. On ne se tracasse de la chose qu'au moment où les gens franchissent la Méditerranée. Tout ce qui se passe avant, ailleurs, on s'en fiche.

De la même manière, les solutions que nous imaginons portent toujours sur nous-mêmes : *nos* modes de vie, *nos* modèles économiques... C'est certes essentiel de s'interroger sur nous-mêmes, mais la lutte contre le changement climatique passera par la coopération, pas par l'introspection. Elle implique d'être conscients de l'impact de nos décisions sur les autres, et ne pas penser pour nous-mêmes. Et s'inspirer de ce que font les autres.

La question essentielle est par conséquent la coopération internationale. Elle constitue la plus grande inquiétude du moment. Elle pourrait sortir en lambeaux de cette crise. Nous sommes face à une crise mondiale, mais à laquelle on n'apporte que des réponses nationales. Le résultat est une fermeture des frontières généralisée. Et on sait combien les frontières sont rassurantes en cas de crise. Les nationalistes ont parfaitement compris tout le profit qu'ils pourraient en tirer. Le risque est que les mesures qui s'imposent d'un point de vue sanitaire – le confinement, l'isolement, la fermeture – ne deviennent à terme un projet politique.

Le grand défi sera d'articuler la relocalisation d'un certain nombre de chaînes de production avec l'ouverture sur le monde. C'est le cas pour l'alimentation, la santé et l'énergie. Une plus grande décentralisation est un impératif politique plus qu'économique. On peut discuter de l'intérêt de fermer les frontières pour limiter la propagation du virus, mais ça n'arrêtera pas le changement climatique.

Nous aurons besoin de coopération internationale. Nous connaissons la nouvelle date du départ du Tour de France, mais pas celle de le COP26. Cette COP26 sera l'occasion d'une refondation de la coopération internationale, pour rebâtir le multilatéralisme. Cela passera par la société civile, des entreprises ou des municipalités. Les gouvernements n'ont pas tous les leviers, il faut amener d'autres acteurs à la table des négociations : une idée de la démocratie participative. La vraie.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID

D'après Alternatives économiques du 9 Mars 2020, <https://www.alternatives-economiques.fr/sommes-capables-de-mesures-drastiques-contre-coronavirus-contre/00092727>